

Conseil de gouvernement du jeudi 17 Janvier 2013

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté plusieurs propositions de nomination à de hautes fonctions conformément aux dispositions de l'article 92 de la constitution.

Adoption de plusieurs propositions de nomination à de hautes fonctions

Il s'agit du secrétaire général du secteur de la pêche maritime, du secrétaire général du ministère délégué auprès du chef de gouvernement chargé des Affaires générales et de la gouvernance, et des directeurs de l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA) et du Centre national de la recherche scientifique et technique (CNRST), a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi lors d'un point de presse à l'issue de la réunion.

Le Conseil a également adopté un projet de loi portant modification de l'arsenal juridique pénal ainsi qu'un projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment d'argent.

Adoption d'un projet de loi modifiant et complétant la loi relative au pôle financier de Casablanca

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté un projet de loi modifiant et complétant la loi relative au pôle financier de Casablanca

Ce projet de loi, présenté par le ministre de l'Economie et des Finances, vise à changer la raison sociale "Instance financière marocaine (IFM)" en Instance du pôle financier de Casablanca, en vue d'adopter une dénomination en relation avec le domaine d'activité de cette structure, a expliqué le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

Il vise également à élargir le domaine des activités permettant d'accéder au statut de pôle financier et à réviser les conditions d'acquisition de ce statut, outre l'obligation pour les entreprises désirant accéder à la qualité de pôle financier de Casablanca, de verser une commission à l'IFM au dépôt de la demande, a ajouté le ministre, précisant que l'ensemble des entreprises bénéficiaires sont, également, tenues de se conformer à un code de déontologie.

L'ensemble de ces mesures vise, d'une manière générale, à permettre au pôle financier de Casablanca d'acquérir l'attractivité requise auprès des investisseurs locaux et étrangers, et de disposer des mécanismes organisationnels et incitatifs de nature à assurer la compétitivité de la métropole au niveau national et à l'international, a-t-il dit.

Adoption d'un projet de décret portant création de la Commission ministérielle permanente du développement de l'espace rural et des zones montagneuses

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret portant création de la Commission ministérielle permanente du développement de l'espace rural et des zones montagneuses.

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi, a indiqué à la presse à l'issue du Conseil, que le projet de décret présenté par le ministre délégué chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, au nom du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, vise à créer une commission ministérielle permanente et consolider son rôle en matière de gouvernance du développement rural.

M. Khalfi a souligné que ce projet procède de la conscience du gouvernement quant à l'importance du développement rural durable en tant que levier du développement global du royaume. Cela, a ajouté le ministre, impose l'adoption d'une vision et d'une méthodologie unifiée et intégrée à même d'assurer la cohérence des actions de tous les intervenants et les programmes sectoriels dans le domaine du développement de l'espace rural et des zones montagneuses, sachant que le programme gouvernemental stipule la nécessité de procéder à une révision totale de l'approche de développement de l'espace rural et des zones montagneuses.

Adoption d'un projet de décret fixant les attributions et l'organisation du ministère chargé des Relations avec le parlement et la société civile

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté un projet de décret fixant les attributions et l'organisation du ministère chargé des Relations avec le parlement et la société civile.

Ce projet de décret, présenté par le ministre chargé des Relations avec le parlement et la société civile, vise à définir les différentes actions pouvant être assurées par ce département, dans la perspective de mettre en place une structure administrative à même de promouvoir le rôle de la société civile et d'accompagner les nouveautés apportées par la Constitution de 2011, notamment en matière de démocratie participative et pour ce qui est des missions constitutionnelles dévolues à la société civile, a indiqué le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.